

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:

KWARTALNIE..... 4 fr.

PÓŁROCZNIE..... 8 fr.

ROCZNIE..... 15 fr.

Zagranicą:

ROCZNIE..... 18 fr.

TELEFON :

TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE HEBDOMADAIRE POLONAISE

PARAISANT CHAQUE SAMEDI

ABONNEMENTS

Paris et Départements:

TROIS MOIS..... 4 fr.

SIX MOIS..... 8 fr.

UN AN..... 15 fr.

Etranger :

UN AN..... 18 fr.

TÉLÉPHONE :

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3 bis, rue La Bruyère, 3 bis — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

Le Charme Germanique

Un écart considérable a toujours existé entre ce qui se disait en politique, paroles de concorde et assurances de légalité, et ce qui s'y faisait, actes honteux et menées égoïstes. Il était réservé à la Sainte Alliance, dont les principes s'incarnèrent plus tard dans la Prusse bismarckienne, de supprimer cet écart en élevant les procédés les plus cyniques de violence et de passe-droit à la hauteur de dogmes. Tandis que la pensée européenne tendait dans son évolution précédente vers un idéal de bien-être général et d'humanitarisme universel, la Prusse du XIX^e siècle suivie de ses satellites proclama à la face du monde qu'en matière politique le mal était le bien et le bien une ineptie évidente, que la vraie sagesse consistait donc à pousser son égoïsme national jusqu'à de telles limites qu'aucun concurrent ne puisse y parvenir. Ce paradoxe couronné de succès a mené l'Europe à la guerre universelle. Il est donc intéressant de rechercher comment cette mentalité prit jour et quelles en furent les causes premières.

Elles étaient, certes, multiples. La race, le milieu, les caractères particuliers de la dynastie régnante y entrèrent pour une forte part, mais elles ne suffisent pas à tout expliquer. Si nous observons en effet l'époque et les conditions dans lesquelles le prussianisme proprement dit naquit et se développe, si nous mettons en regard la zone dans laquelle il s'épanouit tant en Allemagne qu'en dehors, si nous en rapprochons le fait que quelques dynasties seulement subirent intégralement l'ascendant de Berlin, nous arrivons logiquement à la conclusion que la question des nations subjuguées, plus particulièrement la question polonaise se trouve à la source de cette idéologie de carnassiers.

Les partages de la Pologne avaient été ourdis de main de maître. Frédéric II de Prusse et la non moins germanique impératrice Catherine II de Russie avaient combiné le coup avec une circonspection supérieure. Ne tenant compte, conformément au génie de leur race, que des intérêts égoïstes des hommes, ils avaient tout prévu pour coaliser les puissants de ce monde contre la nation qui devait leur servir de pâture. Et leurs calculs eurent en apparence raison de tous les obstacles. A part l'épisode napoléonien nulle puissance européenne n'intervint pendant plus d'un siècle en faveur de la Pologne. Les trois Etats copartageants constituaient s'ils restaient unis un bloc bien trop puissant pour tenter qui que ce soit à rompre avec lui en visière, incorporés dans des groupements divers ils veillaient chacun pour sa part à ce que ses alliés ne soulevassent pas cette question inopportune et gênante. Le rôle de l'ancien régime russe en cette matière est encore présent à tous les esprits. Cette connivence, avouée ou tacite, des trois coupables portait le nom euphémique de bonne amitié traditionnelle. Liés par ce nœud qui les enserrait étroitement l'un à l'autre, ils se contrôlaient mutuellement avec méfiance, envisageant la reconnaissance de droits nationaux chez le voisin, comme une atteinte directe au fait accompli qui constituait leur seul titre légal.

Dans la politique intérieure la question polonaise jouait un rôle analogue. Le risque qu'une émancipation des populations opprimées fît courir à ceux qui s'enrichissaient à leurs dépens, les rapprochait tout naturellement du pouvoir dont l'intérêt était sur ce point identique à leur. Aussi le danger insurrectionnel ou irrédentiste savamment exploité par les gouvernants se trouvait-il à la base de tout régime réactionnaire. Adoptant le principe d'un droit égal pour tous

on aurait été fatalement amené à reconnaître tôt ou tard la nécessité d'une restitution du bien mal acquis. Ne voulant pas en arriver là on préférait nier le principe même qui conduit à de telles conséquences. Pour bien comprendre ce fait il faut se représenter la somme d'égoïsmes individuels et collectifs qui se concentraient autour de l'appât polonais. La Pologne d'avant les partages qui s'étendait depuis la Dvina et le Dnieper, d'un côté, et la frontière du Brandebourg de l'autre, représentait une valeur qu'en dépit des déprédations scandaleuses qui y furent accomplies durant le siècle écoulé, on peut chiffrer par des centaines de milliards.

Faire passer cette richesse énorme des mains des Polonais entre celles des nouveaux maîtres du pays, tel était le problème que les trois puissances copartageantes s'efforçaient de réaliser avec suite et méthode. Les procédés pouvaient différer d'un pays à l'autre, le but restait identique. On appliqua la force vive ou la législation expropriatrice, des mesures économiques et des régimes fiscaux avec cynisme ou avec hypocrisie suivant les besoins du temps et le tempérament du metteur en scène. Un nombre incalculable de fonctionnaires, étrangers au pays, à ses besoins et à ses traditions, y affluaient, attirés par des traitements surélevés et par l'appât d'une impunité assurée en cas d'excès de zèle. Dotations et privilèges de toute sorte tombaient en pluie d'or sur les bien méritants. Il faisait bon en Pologne à condition de ne pas être Polonais.

Ces mesures déteignirent forcément sur le moral des nations engagées. Sans parler du coup d'épée qu'elles donnèrent aux Polonais, il faut faire ressortir l'effet qu'elles exercèrent sur la mentalité germanique. Car, ne nous y trompons pas, c'étaient partout et toujours les Allemands qui donnaient le ton. Centralistes autrichiens ou bureaucrates russes, ils étaient en effet aussi allemands que les Prussiens eux-mêmes, de race pour la plupart, d'esprit et de cœur toujours. Or la pensée allemande traversa dans le courant du XIX^e siècle une transformation radicale. Les idéalistes de l'école kantienne renieraient certes leurs petits-fils avec les idées de violence et de proie que nous leur connaissons. L'élément politique était venu entre temps contaminer ce pur contact et ce sont tout particulièrement les conquêtes sur terrain étranger qui ont abaissé le niveau moral de la pensée allemande. La Pologne d'abord, plus tard l'Alsace-Lorraine.

Qui veut la fin veut les moyens. Si nous voulons qu'une paix durable règne sur le monde, il faut frapper le mal à la racine. A quoi servirait un replâtrage superficiel s'il laissait intactes les causes profondes de la catastrophe actuelle. Les idées sont en marche et si une paix de fatigue ne vient pas interrompre leur cours on peut espérer que l'opinion publique, la nécessité ressentie par tous, va imposer aux gouvernants une paix de justice et d'équité. Car il faut se rendre bien compte que le danger résultant d'une solution imparfaite consiste beaucoup moins dans l'irrédentisme des mécontents que dans la déformation morale des bénéficiaires. L'impunité est une prime au vice. Le passé nous fournit là-dessus maint enseignement précieux. Si le monde a été surpris au début de la guerre par la brutalité allemande telle qu'elle s'est manifestée en Belgique, vis-à-vis des femmes et des enfants, c'est qu'on avait tranquillement laissé faire, quand quelques années auparavant, des enfants polonais avaient été fouettés jusqu'au sang et des femmes traînées en prison pour n'avoir pas voulu renier leur langue maternelle.

Pour créer des idées justes et des hommes droits, il faut écarter toute fausseté, toute équivoque du domaine où leur action se manifeste.

C'est une vérité que le nouveau régime russe a saisie avec une perspicacité admirable. Avant de régler son propre sort suivant une conception supérieure il a tenu à poser le problème national sur un terrain d'honnêteté complète, tant vis-à-vis de soi que vis-à-vis des autres. Il y a beau temps qu'on avait vu en politique un geste aussi noble et aussi courageux. Le charme germanique paraît définitivement rompu.

NOS BRAVES

Alexandre Borzęcki, sous-lieutenant, observateur, vient d'être cité à l'Ordre du jour de l'Armée (Croix de guerre avec palme) :

« Borzęcki (Alexandre-Charles-Bronislas), sous-lieutenant à l'escadrille N. 62 : observateur de tout premier ordre. Le 10 octobre 1916, attaqué par quatre avions ennemis, a abattu l'un deux, mis les autres en fuite, puis a exécuté une reconnaissance lointaine. Le 23 novembre 1916 attaqué par huit avions ennemis, a abattu l'un de ses adversaires et est rentré porteur de documents particulièrement importants. » (*Journ. Officiel* du 19 juin 1917.)

Ogonowski Stéphane, brigadier au 52^e rég. d'artillerie, vient d'être cité à l'Ordre du jour de la division :

« Ogonowski Stéphane, brigadier. Brigadier de pièce de 58 I. Plein d'allant et de bravoure. S'est dépensé sans compter durant les tirs du 13 au 17 avril, donnant à tous l'exemple le plus salubre. Le 17 avril, chargé du ravitaillement de l'infanterie en grenades, aux barricades les plus avancées sur le terrain conquis, n'a pas hésité, sa mission remplie, à coopérer à l'attaque d'un ouvrage en servant un engin de tranchée allemand trouvé sur le terrain.

« Aux Armées, le 15 mai, 1917. Certifié conforme. Le Lieutenant Commandant (sign.) »

• Les Polonais chez M. Gérard.

M. James W. Gerard, ex-ambassadeur des Etats-Unis à Berlin, a reçu à Chicago, le 3 mai dernier, une délégation des Polonais habitant la grande république américaine. Cette délégation, composée d'une cinquantaine de membres et présidée par M. Antoni Czarnecki, directeur de « Chicago Daily News », désirait remercier l'ambassadeur pour le grand zèle qu'il a déployé en organisant le ravitaillement de la Pologne envahie.

M. Gerard s'est montré excessivement touché de cette preuve de reconnaissance de la part de nos compatriotes. Il a donné de très intéressants détails sur la manière d'agir de l'Allemagne dans la question d'approvisionnement de la Pologne.

« Les autorités allemandes — a déclaré l'ambassadeur — ont tout réquisitionné en Pologne. Je puis le prouver par des documents irréfutables. La fondation Rockefeller faisait l'impossible pour alléger les souffrances du peuple polonais. MM. Rose et Bickenell qui représentaient la Croix-Rouge, ont eu des entretiens fréquents avec des délégués du gouvernement impérial. Nous sommes enfin arrivés à nous entendre, mais j'ai posé comme condition au maréchal Hindenburg, que nulle part, sur le territoire de la Pologne envahie, il ne sera plus réquisitionné ni vivres, ni argent. Nous nous sommes mis à l'œuvre. Nous avons acheté en Hollande et au Danemark de grandes quantités de vivres de toutes sortes. Mais nos efforts se brisaient contre les mille difficultés que nous créait le gouvernement impérial. Enfin, les autorités militaires allemandes m'ont fait savoir qu'elles ne toléreraient plus le ravitaillement de la population civile en Pologne et qu'elles réquisitionneraient les vivres nécessaires au ravitail-

lement de l'armée allemande. Naturellement nous cessâmes d'envoyer des aliments dans la Pologne occupée pour ne pas aider l'intendance impériale. Malgré tout, la commission Rockefeller a expédié jusqu'au dernier moment du lait pour les enfants polonais. »

Pour finir, l'ambassadeur Gerard a donné des détails intéressants sur la création du « royaume de Pologne » indépendant. Il a fait l'éloge de la sagesse et de l'intelligence politique des Polonais qui ne se sont pas laissés prendre au piège germanique.

Nos compatriotes ont chaleureusement remercié M. James Gerard pour l'entretien qu'il a bien voulu leur accorder.

● Proclamation des clubs parlementaires polonais et du Comité National de Petrograd

Au commencement de la guerre, pendant l'automne de 1914, les partis polonais qui, dans le Royaume, s'étaient résolument rangés du côté de l'Entente, s'organisèrent en un Comité National. Celui-ci, de concert avec les Clubs polonais de la Douma et du Conseil de l'Empire, prit la direction d'une politique nationale tendant à ce que la question polonaise fut résolue dans le sens de l'idéal que l'Entente proclamait commensien. En août 1915, alors que Varsovie et ensuite les autres territoires polonais furent occupés par les armées des empires centraux, le Comité National se transporta à Petrograd où il continua à suivre la voie adoptée.

Aujourd'hui que la révolution vient d'éclater en Russie, les deux Clubs polonais et le Comité National ont publié, le 20 mars, une proclamation où ils précisent leur attitude en présence du nouvel état de choses. Cette proclamation dont les journaux nous ont déjà donné des extraits — et à cette occasion plusieurs feuilles ont commis l'erreur de changer le mot « *Kolo polskie* » (Club polonais) en « *Sokol polonais* » (Société de Gymnastique) — est conçue en ces termes :

« Les députés polonais aux deux Chambres législatives, ainsi que le Comité National, afin d'éclairer l'opinion sur la situation créée par la transformation survenue dans l'Etat russe, déclarent ce qui suit :

« Nous saluons avec joie la délivrance de la nation fraternelle russe des chaînes de l'autocratie, triomphe de la liberté, victoire du principe qu'une nation a seul le droit de décider de ses destinées. C'est ce que nous ordonne de faire non-seulement la tradition historique des luttes incessamment soutenues pour la liberté pendant toute la période qui s'est écoulée depuis les partages, mais encore le souci des intérêts primordiaux de notre nation.

« Les Polonais qui se sont placés aux côtés de la Russie et de la coalition antiallemande comprennent que la victoire de ces puissances qui sur leurs étendards ont inscrit comme devise l'unification de la Pologne, le droit égal pour toutes les nations à une existence indépendante, doit de toute nécessité réaliser les immuables aspirations de la nation polonaise à recouvrer l'unité et l'indépendance de sa patrie.

« Cependant sur cette voie que nous traçait la pensée séculaire polonaise, l'ancien gouvernement russe, qui ne comprenait ni les nécessités du moment, ni son propre peuple, accumulait de grands obstacles, empêchant la Russie et ses alliés de poser, au moment opportun, la question polonaise sous son véritable jour. Par son esprit réactionnaire il faisait douter de la sincérité des principes de liberté pour lesquels combattent la nation russe et ses alliés. Néanmoins le cours des événements montrait de plus en plus nettement que la restauration de la Pologne doit indispensablement être réalisée comme une des bases fondamentales du futur équilibre européen.

« Conscients de cette nécessité, les députés polonais aux deux Chambres législatives et le Comité National ont persévéré dans la voie qu'ils avaient adoptée, en dépit de toutes les difficultés découlant de l'ancien régime politique de la Russie, et ont eu soin de veiller à ce que l'antonomie qui existait entre les aspirations polonaises vers la liberté et l'attitude réactionnaire du gouvernement déchu n'amenât pas un conflit entre la nation polonaise et la nation russe, et qu'au contraire se révélât nette l'identité fondamentale des buts et des tendances de la Russie et de ses alliés dans cette guerre, avec les buts de la nation polonaise.

« La logique des faits avait conduit l'ancien gouvernement russe lui-même à déclarer solennellement qu'il est de l'intérêt de la Russie que la Pologne soit reconstituée, unifiée et libre. Mais les actes du gouvernement continuaient toujours à être la négation de cette vérité reconnue, à jeter une ombre de méfiance dans les rapports des deux plus grandes nations slaves.

« Aujourd'hui triomphe en Russie la liberté, et s'affirme la solidarité des vœux de la Pologne et de la Russie dans cette grande guerre. Le règne de la force est tombé ; il est tombé l'arbitraire qui nous imposait des lois et des formes d'existence politique et qui jusqu'ici avait troublé cette solidarité ; entre la Russie et la Pologne naissent de nouveaux rapports, fondés sur le respect réciproque de la liberté et du droit des nations à une existence indépendante. »

● Le mémorandum américain.

Les délégués socialistes américains ont remis au Comité hollando-scandinave un mémorandum sur les conditions de paix. Ces conditions sont les suivantes :

1° Ni indemnités, ni contributions ;

2° Pas d'annexions. Les territoires conquis, à l'exception de la Pologne, retournent à leurs possesseurs primitifs ;

3° Restauration de la Pologne libre et indépendante unie, à la suite d'un referendum des trois parties de la nation ;

4° Referendum pour décider du sort des territoires contestés comme, par exemple, l'Alsace et la Lorraine.

5° Reconnaissance à toutes les nationalités du droit de disposer de leurs destinées ;

6° Restauration des pays dévastés comme la Belgique, la Serbie, la Galicie, etc. ;

7° Désarmement de tous les pays avec la liberté des mers ;

8° Abolition de la diplomatie secrète ;

9° Autonomie des colonies juives.

On remarque l'énorme différence qu'il y a entre cette déclaration et le manifeste de Scheidemann. Nul ne peut contester que la majorité socialiste allemande ait été complice de son gouvernement et qu'elle l'ait aidé dans ses desseins de conquête et d'oppression sur les territoires annexés ou conquis.

L'échec des Allemands en Pologne

Après les bureaux de recrutement, Beseler ferme les deux universités

On mande de Vienne au « *Matin* » : Les étudiants des écoles supérieures de Varsovie ayant, à plusieurs reprises, refusé d'obéir aux ordres des autorités universitaires et ayant en particulier refusé récemment de payer les frais d'études et d'immatriculation, le gouverneur général de Pologne, général von Beseler, vient d'ordonner la fermeture, jusqu'à nouvel ordre, des deux universités de Varsovie. (Havas.)

Il semble que le général von Beseler soit appelé à trouver les Polonais aussi irréductibles dans leur résistance que son collègue von Bissing trouva les Belges « indécrottables », comme il le disait lui-même. Le 12 de ce mois, Beseler trouvait si peu encourageants les résultats de sa tentative d'organisation de recrutement polonais qu'il publiait un arrêté réduisant le personnel de ce service à une simple figurée destinée uniquement à masquer l'échec et l'abandon de ses projets.

Or, de la dépêche qu'on vient de lire, il ressort que les jeunes Polonais n'attendent pas d'avoir l'âge militaire pour marquer au régime allemand, l'éloignement et l'horreur qu'il leur inspire.

L'autonomie de l'Ukraine et la Pologne

Un congrès national ukrainien s'est réuni à Kiev les 19, 20 et 21 avril dernier. Des délégués vinrent de toutes les parties de l'Ukraine. Plus de mille étaient présents à la première journée et d'autres arrivèrent encore les jours suivants. Le congrès s'ouvrit au milieu d'un enthousiasme indescriptible. Le peuple ukrainien, qui a si profondément souffert, qui a supporté patiemment pendant des siècles le poids écrasant de l'oppression nationale et politique, saluait avec une joie franche et exubérante l'aurore de la liberté.

Le congrès, sous la présidence d'honneur du célèbre professeur, M. Hruszewsky, a fixé ainsi les frontières de la future Ukraine :

A l'ouest, les gouvernements polonais de Lublin et de Grodno ; au nord, le Pripet ; à l'est, le territoire de Kubań et au sud, la mer Noire et la mer d'Azov.

La nouvelle Ukraine comprendra donc les gouvernements suivants : Kiev, Poltawa, Podolie, Wolhynie, Cherson, Ekaterinoslaw et Czernihów. Ensuite, des parties d'autres gouvernements limitrophes, par exemple, quelques arrondissements des gouvernements de Lublin, de Siedlce et de Grodno, habités par des Ukrainiens, devraient être réunis à la future Ukraine. Le territoire ukrainien ainsi fixé par le congrès comprend une superficie totale de 513 000 verstes carrées et possède une population de 30 millions d'habitants, dont les trois quarts sont Ukrainiens.

Les Polonais, toujours soucieux de s'entendre avec les Ukrainiens, se sont fait représenter par une délégation du Comité exécutif polonais de Kijów. M. Stanislas Jezierski prononça le discours suivant :

« En saluant sincèrement le Congrès National Ukrainien réuni pour la première fois dans l'antique cité de Kiev, le Comité exécutif des organisations polonaises de l'Ukraine souhaite à tous les membres du Congrès de réussir à poser des bases solides pour la vie nouvelle de l'Ukraine dans la société des nations libres. Cependant cette société, messieurs, est encore le problème de l'avenir. Aujourd'hui la guerre sépare les peuples ; il y a des nationalités opprimées qui aspirent à la liberté : nous sommes de ce nombre. Vous, vous êtes chez vous ici, et vous pouvez déjà exprimer librement la vraie volonté de votre nation.

« Dans notre patrie nous ne pouvons pas encore dévoiler nos pensées. Notre droit à l'indépendance qui a été affirmé par la Russie nouvelle aussitôt après sa libération est incontestable. Mais notre avenir dépend de l'issue de la guerre. Que Dieu aide ceux qui luttent pour la liberté des peuples et qui ne veulent pas de conquêtes. Nous avons avec vous un but commun et pour l'atteindre, nous devons marcher la main dans la main, l'épauler contre l'épauler.

« Nous irons tous vers le soleil, vers les jours nouveaux, prédits par votre grand poète, Szewczenko, où tous les peuples fraterniseront. Nous croyons fermement que ces jours viendront, et que nous pourrions vivre enfin dans la paix et la concorde. Pourtant sur le front, les régiments ennemis guettent... »

« Le Congrès National Ukrainien s'est réuni au moment où il faut tendre toutes ses forces contre un adversaire encore redoutable, où il faut éviter tout ce qui peut nous séparer ou nous affaiblir.

« Dieu veuille que vos travaux soient utiles à tous les peuples qui, comme vous, aspirent à la liberté.

« Le bonheur de l'univers c'est l'union des nations libres ! »

« Par cette exclamation, nous Polonais, nous vous saluons, frères Ukrainiens, à votre premier congrès libre.

« L'aurore d'une ère nouvelle de fraternité des peuples brille à l'horizon. Vous vous êtes déjà mis courageusement à l'œuvre. Agréons nos félicitations fraternelles et sincères.

« Vive l'Ukraine libre ! »

Ces derniers mots furent prononcés en polonais.

On ne pouvait pas être plus sincère et plus conciliant. Les Polonais ont toujours désiré s'entendre avec les Ukrainiens, c'est-à-dire les Ruthènes. Avant la guerre, les Ruthènes se divisaient en deux partis. L'un, très nombreux, affirmait que les Ruthènes forment une nation entièrement distincte des Russes, nation qui prend le nom d'Ukraniens ; l'autre, incomparablement plus faible, proclamait que les Ruthènes de Galicie, sujets autrichiens, ne sont qu'un frêle rameau détaché du tronc de la grande nation russe. Ces derniers étaient à la solde de l'Allemagne. Ils se livraient à une agitation haineuse, excitaient les masses contre les Polonais et repoussaient toute idée d'entente, car la lutte contre l'élément polonais était pour eux l'unique raison d'être. Si toutefois les hommes politiques polonais essayaient de résoudre ce problème angoissant en faisant des concessions aux Ruthènes qui se considéraient comme Russes, les Ukrainiens se plaignaient des injustices et de la persécution de leur nation. C'était un cercle vicieux. Ce ne sont pas les Polonais qui ne voulaient pas reconnaître la nation ukrainienne, mais la Russie des Tsars.

Maintenant que la Russie est libérée et que des idées nouvelles s'y font chemin, on voudrait

croire que désormais rien ne s'oppose à une entente polono-ukrainienne. Or, les Ukranien ne sont pas de cet avis.

Voici la première résolution que le Conseil de Kijów a votée :

« Le premier Congrès National de l'Ukraine proteste énergiquement contre toute prétention du gouvernement polonais sur les territoires non habités par les Polonais, à propos de la déclaration du Conseil d'Etat polonais en réponse à l'appel du gouvernement provisoire russe; le peuple ukrainien s'élève avec la plus grande énergie contre les aspirations des Polonais sur les territoires ukraïniens arrosés de sa sueur et de son sang. »

Qu'a-t-il donc dit, le Conseil d'Etat, pour que les Ukranien soient forcés de protester avec tant d'énergie ? Exactement ceci : « Le Conseil d'Etat provisoire, seul organe de l'Etat Polonais, salue avec satisfaction le rayon de liberté qui a fini par dissiper les ténèbres de l'esclavage qui enveloppaient, jusqu'ici, la vie des peuples de l'empire russe. Il prend acte du fait que le nouveau gouvernement russe a reconnu l'indépendance de la Pologne. Mais en même temps, il constate que le procès séculaire russo-polonais relatif aux pays situés entre la Pologne ethnographique et la Russie, pays qui ont partagé jadis les destins de la Pologne, n'est pas tranché par la proclamation du gouvernement russe. Nous ne pouvons pas abandonner ce conflit à la décision unilatérale de la Constituante russe. Le sort de ces pays devrait être déterminé conformément aux intérêts politiques d'un Etat polonais indépendant, en tenant compte, cela va de soi, de la volonté des peuples qui habitent ces régions. »

Cette note est simple, forte et pleine de dignité. On n'y parle point de prétentions sur les territoires ukraïniens ou autres. La réponse parle des pays situés entre la Pologne ethnographique et la Russie, c'est-à-dire en premier lieu de la Ruthénie ou l'Ukraine et de la Lithuanie. Les Polonais n'ont aucune envie de réclamer la réunion des provinces ukraïniennes à leur Etat indépendant. Mais ils ne permettent pas, à plus forte raison, que les Ukranien revendiquent les districts orientaux des gouvernements de Lublin et de Siedlce, par exemple, où les Polonais ont une très forte et incontestable majorité.

Casimir SMOGORZEWSKI.

LA DECLARATION DE M. SONNINO

M. Sonnino, ministre des Affaires Etrangères, a déclaré dans son discours à la Chambre Italienne :

« Parmi les conditions principales que nous formulons pour la paix future est la restauration des autres nations malheureuses qui voient leurs territoires occupés et dévastés, mais qui ont confiance dans l'avenir : de la Belgique, « dont le martyre angoissant a ému tout le monde civilisé, de la Serbie et du Monténégro maîtrisés par des forces supérieures en nombre mais non domptés. »

« D'accord avec nos alliés, nous considérons aussi l'unification de la Pologne indépendante comme un but de cette guerre mondiale consacrée à la libération des nationalités opprimées. »

Les Polonais contre Vienne

Nous lisons dans l'Echo de Paris du 23 juin l'article fort intéressant et documenté, signé Pertinax :

« Le club polonais de Vienne a tué le cabinet Clam-Martiniz, le 16 juin, en lui refusant son appui. Dans les jours qui ont suivi, le premier ministre autrichien a essayé de reconstituer la majorité allemande-polonaise sur laquelle il comptait, en offrant aux Polonais diverses faveurs : un gouverneur civil pour la Galicie, aux lieu et place du gouverneur militaire qui l'administre; la nomination de députés polonais au ministère de la Galicie et au ministère de la justice. Par contre, le comte Clam n'a pu aller jusqu'à ajouter à ces avantages, soit le ministère des chemins de fer, soit le ministère du commerce, postes particulièrement convoités. Les Polonais n'ont pas con-

clu le marché. Leur groupe parlementaire, connu sous le nom de club polonais, compte 78 membres. Ajoutant cette force aux 213 Allemands de la Chambre, où la majorité absolue est de 242 voix, le ministère autrichien pouvait imposer ses volontés aux Yougo-Slaves et aux Tchèques. Privé de cet appoint, il a dû s'en aller.

« Il semble bien que les Polonais ne se sont pas dérobés aux avances du ministère par simple jeu parlementaire. Leur attitude s'est inspirée des idées séparatistes très nettement affirmées dans la résolution que le club a votée le 28 mai dernier. Dans l'évolution politique de l'Autriche, le tournant est de première importance.

« Ce sont les Polonais qui ont permis au système dualiste de tenir depuis sa mise en vigueur il y a cinquante ans. Liés intimement à la dynastie, ils ont mérité l'appellation de « prétoriens » de la couronne. N'avait été leur attitude, la minorité allemande n'aurait pu, depuis 1897, saboter le régime parlementaire autrichien, ce qui a permis au souverain de gouverner dans l'intérêt allemand, à coups d'ordonnances. On dira : pourquoi la couronne s'est-elle si étroitement attachée au dualisme ? pourquoi ne change-t-elle pas de politique et, à l'occasion, ne favorise-t-elle pas les majorités slaves, ainsi qu'elle l'a fait à diverses époques, au temps du comte Taaffe, par exemple ? Parce que les Allemands d'Autriche et les Magyars de Hongrie, soutenus aujourd'hui par l'empire allemand, leur grand associé, ne lui en laissent plus le choix. Les deux races dominantes ont rendu impossible aux Habsbourg cette politique flexible, cette adaptation aux circonstances qui, dans le passé, ont été leur salut. L'appui des Polonais a permis aux Habsbourg de subir la rigidité constitutionnelle qui leur est ainsi imposée sans ruine pour leur trône.

« Les Polonais ont joué leur rôle de prétoriens, pour des raisons assez complexes. Ils n'ont jamais eu les mêmes aspirations que les Tchèques et que les Yougo-Slaves. Tandis que ceux-ci tendent à la reconstruction de l'Autriche sur la base fédéraliste, réforme qui leur paraît immédiatement réalisable, les Polonais aspirent à un but plus éloigné, plus indépendant de leurs seuls efforts, la résurrection de leur Etat et même de leur empire. Pendant le dernier demi-siècle, leur mot d'ordre a été d'attendre en silence les complications européennes; celui des autres Slaves d'Autriche a été de faire au plus vite. Les différences ne s'arrêtent pas là. Les Polonais d'Autriche, contrairement aux majorités slaves de ce pays, n'ont pas d'antipathie pour les Magyars, dont la civilisation est proche de la leur. Voisins de la Russie, et assez éloignés de l'Allemagne, leur hostilité principale va au tsar de Pétersbourg, tandis que l'hostilité des Tchèques, etc., va aux Allemands. De plus, ils ont gardé leur aristocratie nationale, dont les vastes propriétés s'étendant en pays non polonais, sont considérées par eux comme des témoins de l'empire polonais du passé et comme les jalons de l'empire polonais de l'avenir. En Galicie, pour maintenir leur prépondérance contre la masse ruthène, le secours de Vienne leur a été indispensable. Les autres Slaves de la monarchie dualiste, eux, ont vu leur aristocratie se germaniser. Ils forment des peuples profondément démocratiques. On comprend maintenant le grand nombre de serviteurs polonais qu'a eus François-Joseph.

« La révolution russe a tout changé. A la décision austro-allemande du 5 novembre, créant un Etat polonais sous la suzeraineté germanique s'est opposée glorieusement la proclamation russe du 30 mars, appelant les Polonais à l'indépendance. Dans tout le territoire de la nation enlevée mais toujours vivante, l'effet a été immédiat. Les partis galiciens les plus avancés, — députés du peuple, nationaux démocrates, démocrates progressistes et socialistes, — ont aussitôt intimé au club polonais de Vienne que la collaboration avec les Habsbourg devait cesser. Les amis de la couronne, Czartoryski, Radziwill, gendres de l'archiduc Charles-Etienne dont on voudrait à Vienne pour la régence de Pologne, Goluchowski, Bobrzyński ont perdu la main. Il y a un mois environ, les partis démocratiques ont fait voter un ordre du jour déclarant que « les Polonais ne désirent rien moins que le rétablissement de la Pologne unie et indépendante, ayant accès à la mer ».

« Jadis antirusse, la politique nationale polonaise devient de plus en plus antiallemande. Nous avons vu les premières conséquences autrichiennes de ce changement de front. L'avenir nous en montrera les conséquences européennes. »

Instruction relative à l'engagement dans l'armée polonaise en France

Paris, le 22 juin 1917.

Les Polonais et les Français d'origine polonaise actuellement dans leurs foyers, sont admis à contracter, à partir de l'âge de dix-sept ans, un engagement pour la durée de la guerre au titre de l'armée polonaise en France.

Cet engagement est reçu par le sous-intendant militaire de la mission franco-polonaise, sauf pour les candidats prévus au paragraphe c. Il est contracté à Paris ou dans les autres centres désignés ci-après. L'acte d'engagement, le certificat d'aptitude physique et l'autorisation d'engagement (pièces établies en langues française et polonaise) sont conformes aux modèles ci-annexés.

L'engagé reçoit, immédiatement après la signature de son acte d'engagement, une expédition de cet acte établi en français et sa traduction en polonais et est dirigé aussitôt au moyen d'un ordre de transport, sur le dépôt de l'armée polonaise à Sillé-le-Guillaume (Sarthe).

Formalités à remplir.

Les candidats à l'engagement adressent une demande à la mission franco-polonaise, 4, rue de Chanaleilles à Paris. Cette mission procède à leur égard de la façon suivante :

a) *Candidats résidant à Paris et à proximité.*

La mission invite les intéressés à se présenter devant elle à une date déterminée et munis des pièces suivantes :

1° Extrait ou bulletin de naissance ou pièce équivalente ;

2° Certificat de bonnes vie et mœurs délivré par le maire ou le commissaire de police ;

3° Consentement du représentant légal si le candidat a moins de dix-huit ans (1).

Après l'identification, l'examen de l'aptitude physique et la délivrance de l'autorisation par le général chef de la mission, les candidats souscrivent leur engagement au siège de la mission.

b) *Autres candidats résidant en France.*

La mission fait connaître aux intéressés qu'ils auront à se présenter, munis des pièces indiquées, au paragraphe a), tel jour, à telle heure au bureau de recrutement de... où la mission procèdera aux formalités de l'engagement. Les bureaux de recrutement désignés actuellement à cet effet sont ceux de Lille, actuellement à Boulogne-sur-Mer, du Mans, de Bordeaux, de Lyon et de Nice.

Au jour fixé, un membre de cette mission, ainsi que le médecin et le sous-intendant militaire qui y sont attachés, se rendent au bureau indiqué, identifient les candidats, leur délivrent, s'il y a lieu, l'autorisation d'engagement, le certificat d'aptitude physique et leur font souscrire sur place l'acte d'engagement.

c) *Candidats résidant dans l'Afrique du Nord.*

Les candidats adressent leur demande au représentant de la mission franco-polonaise de l'Afrique du Nord (bureau de recrutement d'Oran) ; ce représentant, qui sera désigné ultérieurement par la mission, convoque les candidats, les identifie et leur délivre, s'il y a lieu, l'autorisation d'engagement. Ceux admis à s'engager sont visités, par les soins du commandant du bureau de recrutement, et contractent, le cas échéant, immédiatement leur engagement, devant le sous-intendant militaire d'Oran, qui tient un registre spécial d'actes d'engagement pour l'armée polonaise. (Ce registre est fourni par la mission française.)

d) *Candidats résidant à l'étranger.*

Les intéressés s'adressent au consul de France qui leur donne tous les renseignements nécessaires. (Journ. Officiel du 24 juin 1917.)

(1) Pour les Français d'origine polonaise, ce consentement est exigé jusqu'à l'âge de vingt ans.

Il est passé outre à l'absence de cette pièce pour les Polonais dont le représentant réside à l'étranger.

Nous prions instamment ceux de nos abonnés des départements et de l'étranger dont l'abonnement expire le 30 juin de vouloir bien nous adresser sans retard leur renouvellement afin d'éviter toute interruption dans la réception de notre revue.

ACTE D'ENGAGEMENT POUR L'ARMÉE POLONAISE

L'an mil neuf cent, le, à heures, s'est présenté devant nous, sous-intendant militaire résidant à, département de.....
M. (1) âgé de....., exerçant la profession de
résidant à, département de

Lequel a déclaré vouloir s'engager dans l'armée polonaise en France où à cet effet nous a présenté :

- (1) Nom et prénoms.
- (2) Indication de date.
- (3) Nom, grade et qualité du médecin militaire.
- (4) Jour, mois, année de la naissance.
- (5) Lieu et pays.
- (6) Maire, commissaire de police ou consul.

1° Un certificat délivré le (2), par (3) et constatant que M. (1) réunit les conditions d'aptitude physique requises pour servir dans l'armée polonaise en France (service armé) (service auxiliaire) (a).....

2° Son acte de naissance ou pièce équivalente constatant qu'il est né le (4) à (5)

3° Un certificat (ou attestation) délivrée par (6) constatant qu'il est de bonnes vie et mœurs, ou témoignant de son honorabilité.

4° Une autorisation d'engagement délivrée par la mission franco-polonaise.

Nous, sous-intendant militaire, après avoir reconnu la régularité des pièces produites par M. (1), lui avons donné lecture du décret du 4 juin 1917 et l'avons prévenu que les engagés volontaires qui ne se rendent pas à destination dans les délais prescrits sont poursuivis comme insoumis.

En suite de quoi nous avons reçu l'engagement de M. (1), lequel a promis de servir avec fidélité et honneur pendant la durée de la guerre, à partir de ce jour.

Le contractant a promis également de suivre l'armée polonaise partout où il conviendrait au Gouvernement français de l'envoyer.

Lecture faite à M. (1), il a signé avec nous.

Signalement de M.

Taille de	Poids
Cheveux	Marques particulières
Yeux	Sourcils
Dents	Nez
Menton	Visage

(a) Le certificat d'aptitude au service auxiliaire ne peut être délivré que si le candidat est reconnu inapte au service armé. — Biffer service armé ou service auxiliaire suivant le cas.

Certificat d'aptitude délivré pour l'engagement pour la durée de la guerre dans l'armée franco-polonaise

(1) Nom, grade et qualité du médecin militaire.

(2) Nom et prénoms de l'engagé.

(3) Lieu de naissance et pays.

(4) Couleur, rares, abondants, calvitie.

(5) Couleur de l'iris.

(6) Forme du nez : rectiligne, aquilin, retroussé.

(7) Etat détaillé des dents.

(8) Forme du visage : ovale, rond, carré.

(9) Indiquer, s'il est possible, le poids.

Nous soussigné (1)

Certifions que nous avons visité M. (2)
âgé de....., né à (3), résidant actuellement à,
département de.....

Taille de : Sourcils : Cheveux (4) :

Yeux (5) : Nez (6) : Dents (7) :

Menton : Visage (8) : Poids (9) :

MARQUES PARTICULIÈRES

Qu'il résulte de cette visite que M. (2) est apte au service armé ou au service auxiliaire (a) et qu'il réunit les conditions d'aptitude physique exigées pour servir dans l'armée polonaise en France.

En foi de quoi nous lui avons délivré le présent certificat.

Fait à, le

(a) Le certificat d'aptitude au service auxiliaire ne peut être délivré que si le candidat est reconnu inapte au service armé. — Biffer service armé ou service auxiliaire suivant le cas.

MINISTÈRE DE LA GUERRE

MISSION MILITAIRE FRANCO-POLONAISE

4, rue de Chanaleilles

N°

RECRUTEMENT DE L'ARMÉE POLONAISE EN FRANCE

Le général Archinard, chef de la mission militaire franco-polonaise, certifie que M.

Né le	Cheveux	Yeux	Front
Résidant à	Nez	Visage	Taille : 1 m.
Fils de, né le à	Renseignements physiologiques complémentaires		
Et de, née le à	Marques particulières		
Domiciliés à et de nationalité polonaise			

est autorisé à contracter un engagement volontaire pour la durée de la guerre dans l'armée polonaise en France.

....., le 191

Le général, chef de la mission militaire franco-polonaise :

ARMJA POLSKA

Dzisiejsze warunki jej formowania.

V

W roku 1864, wojska austriackie, «ramię przy ramieniu» razem z wojskami pruskimi, zdobywały dla Prus Szlezwik-Holsztyn. To dało pruskiemu sztabowi znakomitą sposobność do studiowania militarnej wartości sojusznika. Jeszcze w tym samym roku poseł pruski w Wiedniu dostał polecenie przeszkodzenia wszelkimi środkami wprowadzeniu odtłocówek w armji austriackiej, a «Mobilisierungselaborat» na rok 1865 już kalkuluje z możliwością równoczesnej kooperacji prusko-włoskiej przeciw Austrii. W niecałe dwa lata potem, musiała Austrija prawie tego samego dnia walczyć z Prusakami pod Koenigsgratz, a z Włochami pod Custoza.

Trudno przypuścić, żeby państwo, które tego rodzaju operacje zalicza do podstaw zasadniczych swojej wielkości, dało się wyprowadzić w pole i pozwoliło na utworzenie armji polskiej, mogącej decydować w wojnie, która rozstrzygnie o egzystencji Hohenzollernów. Prócz tego idea zastąpienia w dzisiejszej wojnie dywizji austro-niemieckich na froncie wschodnim przez dywizje polskie jest wprost utopją: nawet w razie zmniejszenia się naporu rosyjskiego, wymagałby ten front, blisko dwa razy dłuższy niż francuski, na którym walczyła cała armja francuska, cała belgijska i ogromna część armji angielskiej, w przeciwieństwie do tamtego zupełnie otwartego, co najmniej 50 do 60 pierwszorzędnych dywizji. A materiał ludzki Królestwa Polskiego wystarcza zaledwie na 25 do 27 dywizji. Ale materiał ludzki nie jest jeszcze wszystkim i te setki tysięcy ludzi, zdolnych do noszenia broni, nie mogą być w krótkim czasie, zamienione w armję, chyba użyte dla wypełnienia luk w innej, istniejącej już armji.

Powodu właściwego, że wydajność wojskowa danego państwa jest tak rozmaita (w Niemczech jedna dywizja na 405,000 mieszkańców, w Austrii na 543,000, w Rosji na 1,270,000) szukać należy w nierównym uposażeniu danych państw materiałem oficerskim i podoficerskim.

W chwili wybuchu wojny, służyło w Niemczech 41,813 oficerów zawodowych i 108,732 podoficerów. Austrija miała oficerów zawodowych, licząc w to jednak i urzędników wojskowych, 34,009. Ale nie trzeba zapominać o całej armji niemieckich rezerwowych i «ausser Dienst» oficerach i podoficerach, którzy, po kilku lub kilkunastu latach służby wojskowej, przeszli do innych zawodów cywilnych, mimo to jednak reprezentują znakomity materiał do dyspozycji zarządu armji. Tymi kadrami bili dotąd Niemcy świat cały.

Jedynym rezerwoarem własnych sił, który stoi do dyspozycji przyszłej armji polskiej, byłyby legjony: przy całym uznaniu wartości taktycznych tej formacji ochotniczej, nie można zapominać, że pod nazwą legjonów były się dotąd, według dyspozycji sztabów wojsk centralnych, trzy brygady liczące ogółem dziewiętnaście bataljonów, i to stałe w ramach obcych formacji, nie stanowiąc nigdy same przez się samodzielnej dywizji. W dodatku legjony te były w ostatnich czasach tak wyniszczone, że według memoriału wszystkich pułkowników legjonów z dnia 30. VIII 1916 roku, stan pojedynczych pułków wahał się między 400 a 430 karabinami, wynosił więc mniej niż ćwierć tego co powinien wynosić. A rezerw żadnych nie było. Skąd więc mogłoby 19 bataljonów, zredukowanych w dodatku do jednej czwartej, dostarczyć oficerów dla 27 dywizji, formujących 2 do 3 armji, 10 do 12 korpusów, 54 brygad z 450 bataljonami i 1,800 kompanjami piechoty, nie mówiąc już o należącej do tego artylerji, kawalerji, broniach technicznych, oddziałach telegraficznych, telefonicznych i lotniczych, kolejowych i automobilowych, o parkach amunicyjnych, sanitarnych, intendenturze, formacjach amunicyjnych, w końcu o głównym zarządzie armji, o sztabach, administracji etapowo-poborowej, itd. itd., jednym słowem o całym tym kosztownym, tylko przez pracę całych pokoleń dającym się wytworzyć aparacie, bez którego armja egzystować nie może.

W braku tego aparatu, ludność Królestwa Polskiego, powołana pod broń, nie znajdując odpowiednich formacji polskich, w którychby mogła służyć, musiałaby być wcielona do armji niemieckiej i przez to straconą dla sprawy krajowej.

Zaden naród nie potrzebuje tak gwałtownie

własnej armji jak naród polski, choćby już ze względów wychowania narodowego i dla wzmocnienia stanowiska rządu w pierwszym stadium niepodległości. Ten ostatni wzgląd zdaje się być jednym z głównych momentów, dla których dzisiejsza prowizoryczna Rada Stanu chce się oprzeć na własnej armji: dlatego może niezmieniono dotąd postanowienia, że ochotnicy mogą się zgłaszać jedynie do piechoty, kawalerji i oddziałów pociągowych i sanitarnych. Dla utrzymania ulicy w korbach, ciężka artylerja jest niepotrzebna.

Dla logicznego wyzyskania sił krajowych w celu stworzenia armji polskiej należałoby przede wszystkim podzielić kraj na 5 okręgów terytorjalnych (Warszawski, Lubelski, Łódzki, Radomski i Siedlecki), każdy z mniej więcej dwoma i pół miliona ludności. Każden z tych okręgów dostałby jeden pułk legjonowy, dla wytworzenia z tegoż kadry dla jednej dywizji piechoty drogą dobrowolnego werbunku i wykształcenia oficerów i podoficerów, jak również drogą przejścia tychże z innych armji na etat armji polskiej. Nie mówiąc, o wyższych szkołach wojskowych przy głównym zarządzie armji, w każdym z okręgów terytorjalnych wystawiona by była szkoła oficerów rezerwowych i szkoła kadetka, prócz bataljonu instrukcyjnego. Równocześnie Główny Zarząd armji przeprowadziłby dostarczanie broni, amunicji i materiału technicznego dla 5 dywizji i rezerwy armji, organizację sztabów, służby operacyjnej i etapowej, administracji poborowej i terytorjalnej, intendentury, fabrykacji broni, amunicji i materiału. Dopiero po zestawieniu zapotrzebowania i zapewnieniu go na miejscu, zmobilizowanoby roczniki potrzebnych do skompletowania 5 dywizji.

W takich warunkach, przed posłaniem choćby jednego polskiego żołnierza w ogień za cudzą sprawę stanęłoby na terytorjum polskim, wśród ludności rdzennie polskiej, opartych o siebie, operacyjnie dość korzystnie rozłożonych pięć kompletnie zmobilizowanych dywizji, a więc grupa, która zwłaszcza nad Wisłą i w rękach polskich mogłaby decydować o wyniku wojny.

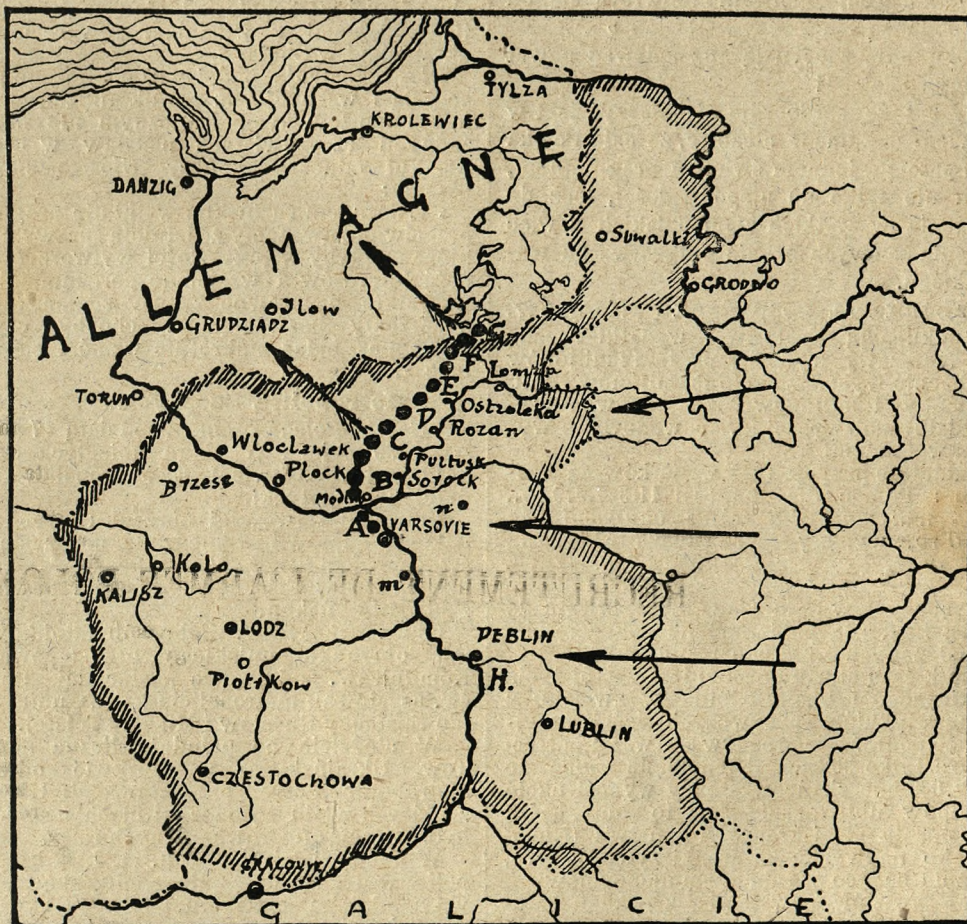
Ze Niemcy do tego rodzaju «uniezależnienia» decyzyj co do losów przyszłej Polski nie dopuszczają, przeciwnie, że robią wszystko co jest w ich mocy, żeby tego rodzaju narodowej formacji przeszkodzić, to wykazuje nie zauważone dotąd rozmieszczenie legjonów w kraju. Przede wszystkim żadne z większych miast z wyjątkiem Warszawy nie ma garnizonu legjonowego. W okupacji austriackiej są tylko w Nałęczowie pod Deblinem trzy bataljony 6-go pułku piechoty dla zachowania pozorów (pułkownik Norwid-Neuge-

bauer). Resztę rozłożono w gubernji łomżyńskiej, opustoszałej od czasów rosyjskiej ewakuacji, trudno dostępnej dla reszty kraju, wzdłuż Narwi, nad granicą pruską (Videkarta). W skutek tego rozmieszczenia, rekruci z Polski, niby wzięci do legjonów, nie mogą być przysyłani do swych oddziałów inaczej jak od tyłu tychże i kształceni w odpowiedniej odległości za frontem, muszą z natury rzeczy być wysyłani przedewszystkiem do Prus; z tą chwilą kontrola nad rekrutem ustaje, i nie nie przeszkadza władzom niemieckim, użycia tychże w swoich formacjach. Następnie w razie jakiegokolwiek manewru polegającego na ściągnięciu frontu wschodniego, legjony mu-za przede wszystkim opóźnić Warszawę, jako najważniejszy punkt zmiany brzożów Wisły, i cofnąć się na swoją podstawę, która leży między Deutsch-Eylau i Rastenburgiem w Prusach, tracąc w ten sposób zupełnie kontakt z krajem.

Ale nawet w tym wypadku, gdyby rekrut polski nie miał być w tej wojnie użytym do wypełnienia braków w formacjach niemieckich i wogóle w toczącej się kampanji nie miał brać udziału, formowanie przyszłej armji polskiej przez sztab niemiecki byłoby równoznacznem z zupełnem organicznem uzależnieniem wojskowości polskiej od Berlina na dziesiątki lat. Mogły Prusy kształtować armję japońską — ale Japonja jest odgradzona od Niemiec połową Europy, całą Azją i morzem. Sąsiednia przeciw Polsce stałaby się filją koszar niemieckich, — nie mówiąc już o kwestji wartości organizacji, w którym to kierunku Anglja wykazała bez porównania wyższe rezultaty niż zbrojące się od wieku Prusy; ani o kwestji wartości taktyki, gdzie Francja zdobyła w bieżącej wojnie bezsprzecznie znów tę samą wyższość, jaką miała do i za czasów Napoleona. Lecz już sama nawet sprawa technicznego, materialnego wyekwipowania armji zmusza do wielkiej ostrożności w stosunku do Berlina. Niemcy czyhają tylko na klienta, który by dał im wielomiljardowy obstatunek na armaty, karabiny, naboje, mundury, etc., etc. Dziś, Krupp nawet na Chiny liczyć nie może, żeby mu odkupiły za miljardy wojskowy rynsztunek, zrobiony z dzisiejszego podłego niemieckiego materiału. Tym odbiorcą, i nie jednorazowym, lecz na całe pokolenia ma być Polska!

Stąd obowiązkiem narodowym jest nie dopuścić do formowania armji polskiej przez Berlin. A gdyby przeszkodzić się temu nie udało należy równolegle, pod egidą Ententy, i Stanów Zjednoczonych, formować natychmiast drugie kadry polskie.

Pod komendą Niemiec legjony lub temu podobne formacje polskie niezależności Polski nie



zdobędą: musiałyby ją dopiero na Prusach wywalczyć. Dzisiejsza konstelacja nie przemawia za tem, by tak naturalne rozwiązanie kwestji leżało w zakresie możliwości. Wszelkie inne szafowanie materiałem ludzkim narodu jest niepowetowaną stratą dla kraju. Rozsądne, dotychczasowe zachowanie się ludności Królestwa Polskiego ułatwia pracę tym kierownikom opinii publicznej, którzy nauczani na własnej skórze w Królestwie, że zarządzenia władzy obcej nie zawsze krajowi przynoszą korzyść, z tym samym sceptycyzmem utrzymują na wodzy za daleko idący optymizm rodaków z innego zaboru. W tych czynnikach leży mimo wszystko zadatek lepszej przyszłości i gwarancja prawdziwej « niezależności » Polski.

Capitaine ORDON.

Genewa 23. Lutego 1916.

ZIEMIE POLSKIE

Tydzień ubiegły żadnej poważniejszej zmiany na obszarze walk, na Ziemiach polskich, nie przyniósł.

— **Zamknięcie Uniwersytetu i Politechniki w Warszawie.**

Generał von Beseler zamknął Uniwersytet i Politechnikę w Warszawie. Jest to fakt niezmiernie doniosły, bo świadczący, iż Austroniemcy zrywają z dotychczasową obłudą i udawaniem, że zrywają pod wpływem stanowczego, otwartego wypowiedzenia się społeczeństwa polskiego przeciwko nicpońskiej komedji, odgrywanej przez pruskoaustrjackich agentów-prowokatorów.

— **Niemcy wzburzeni.**

Czasopisma berlińsko-wiedeńskie przepełnione są atakami na Polaków, z powodu godnego zachowania się Koła parlamentarnego polskiego w Wiedniu. « Lokal Anzeiger » pisze, iż Polacy stawiają coraz bardziej przesadzone żądania... bo chcą dla Polski nie tylko Gdańską i ujścia Wisły ale nawet... Galicję! Socjalistyczny « Volkszeitung », wychodzący w Chemnitz doszedł już do całkowitej przeciwko nam, Polakom, wściekłości:

« Jeżeli Polacy — pisze ten postępowy organik — nie zaprzestaną stawiać żądań przesadzonych, monarchje centralne odwrócą się od nich i... oddadzą ich w ręce... Rosjan »...

Na taką nutę zaczynają już śpiewać nawet niemieccy socjaliści!

Należy z tego serdecznie się cieszyć jest w tem bowiem dokument niezbity, że cała Polska jest dziś przejęta jednym świętem pragnieniem, dążącym nie tylko do niepodległości, lecz do zjednoczenia wszystkich ziem polskich a więc wypędzenia ze swych granic plugastwa austro-niemieckiego.

— **Rabunkowa gospodarka Niemców.**

Przed okupacją Królestwa, wydatki roczne miasta Warszawy wynosiły około 12 milionów rubli, obecnie wynoszą około 45 milionów rubli. Z tej sumy 21 milionów rubli stanowiły w r. 1916 wydatki nadzwyczajne, spowodowane wydatkami wojennymi.

Poważniejsze pozycje tych wydatków są następujące: Pomoc dla ludności 11 387.979 rb., dostawy nakazane dla władz okupacyjnych 4 260.000 rb., wypłaty rezerwistom 3 155.000 rb., utrzymanie załogi niemieckiej 1.790.449 rb. Dodać należy, że dochody z tramwajów i monopolów, będących w ręku władz nie wpływają do kasy miejskiej, a są pobierane na pokrycie ciężarów nałożonych przez państwo na miasto.

Głośną klęską chwili obecnej jest zastój życia ekonomicznego i bieda ogólna w związku z drożyzną artykułów spożywczych. Jeżeli przyjmujemy, że podróżowanie środków pierwszej potrzeby wynosi tylko 30 kop. dziennie na osobę to przy 900.000 mieszkańców stolicy wynosi około 100 milionów rubli rocznie. Jest to suma, którą ludność miasta płaci krajowi i państwu (Niemcom), jako nadwyżkę za środki żywnościowe, przeważnie będące przedmiotem monopolów.

Oprócz kosztów powstałych z nakazu kwatunku i dostaw przymusowych, miasto zostało

obciążone podatkami, dotyczącymi urzędów państwowych i krajowych.

Władze okupacyjne, objawiając w swe zawiadywanie gmatwanymi państwowymi, obciążają remontem kasę miejską. Również urządzenie wykwirowanie biur dla władz ogólnokrajowych spadło na barki Warszawy. Urządzenie sądów również polecone zostało zarządowi miejskiemu stolicy. Ponadto władze okupacyjne nałożyły na miasto urządzenie więzień, instytucji ogólnopństwowych jak: poczta, telegraf, biura paszportów, urzędy podatkowe, drogi żelazne i t. p. przynoszące dochód państwu. A wreszcie wydatki na rodziny rezerwistów, emerytów i byłych urzędników rosyjskich.

W sprawie wyliczonych wyżej kosztów zwróceno się do władz okupacyjnych.

— **Aresztowanie ks. prof. Trzeciaka.**

W końcu sierpnia 1916 r., w dzienniku *Berliner Tagblatt* nieznanego autora ogłoszono dane o fatalnym położeniu jeńców wojennych Niemców przy budowie kolei Murmańskiej i Ołonieckiej. Artykuł wywarł w Niemczech wielkie wrażenie.

W generalnym sztabie rosyjskim zauważono, że artykuł *Berl. Tagebl.* jest niemal dosłownym przekładem memorjału, złożonego władzom przez księdza S. Trzeciaka, profesora Piotrogrodzkiej Katolickiej Akademii Duchownej. Dane o położeniu jeńców ks. prof. Trzeciak zebrał, odwiedzając jeńców jako duchowny.

Po ustaleniu autorstwa artykułu, dano rozkaz aresztowania ks. prof. Trzeciaka, który przyznał się do autorstwa artykułu, zaznaczając, że kierował się wyłącznie względami ludzkości.

Śledztwo w tej sprawie prowadzi sztab piotrogrodzkiego okręgu wojennego.

— **« Głos Ziemi Chełmskiej ».**

Dnia 20-go kwietnia zaczął w Chełmie wychodzić dwutygodnik, *Głos Ziemi Chełmskiej*, poświęcony « sprawom narodowym ». W pierwszym numerze znajdujemy następujące oświadczenie redakcji: « *Głos Ziemi Chełmskiej* ukazywał się periodycznie od r. 1909, wydawany konspiracyjnie, gdyż stał na gruncie idei niepodległości, a wbrew wszelkim fałszom biurokracji rosyjskiej wykazywał niezłomnie polskość tej ziemi. Jakkolwiek dziś skład redakcji jest inny, a warunki uległy gruntownej zmianie, uważamy za słuszną nawiązać, w imię wspólnej idei, nie nierozerwalnej całości i tradycji i dla tego wydajemy Nr. 42 naszego pisma ».

Pierwszy numer *Głosu* przynosi między innymi następujące ciekawe informacje: P. t. « Improwizowany ukraińszczyzna » *Głos* pisze:

W niejaki czas po ustaleniu znanej odpowiedzi 200 obywateli ziemi chełmskiej na lwowskie uchwały ukraińców włożono do c. i k. komendy obwodowej w Chełmie podanie zaopatrzone « aż » 16, podpisami z żądaniem otwarcia szkoły ukraińskiej w Chełmie.

Głos rozpatruje podpisy zamieszczone pod tą petycją i wskazuje, iż ten ukraińszczyzna, chełmski jest importowanym, sztucznym nie mającym żadnych rzeczywistych podstaw w Chełmie. Artykuł odcinający kończy *Głos* następującą uwagą:

« Z narodem rusińskim walki nie pragniemy; przeciwnie, uważamy, że istnieją sprawy wielkie, które mogłyby w przyszłości wytworzyć wspólność interesów i wzajemne porozumienie. Ale wszystkie bezprawne zakusy zdemaskujemy i odeprzemy bezwzględnie, choćby czyniony przez nas hałas stokrotnie wzniósł się w potęgę ».

— **Metropolita Szeptycki.**

« *Gazeta Polska* » donosi pod datą 17 maja st. stylu (30 maja): W ciągu ubiegłych czterech dni bawił w Moskwie J. E. Metropolita ks. Andrzej hr. Szeptycki.

Metropolita lwowski obrządku grecko-katolickiego odprawił w niedzielę uroczystą mszę św. śpiewaną w kościele na Gruzinach, w poniedziałek zaś w kościele św. Piotra i Pawła przy zał. Milutyńskim.

Podczas mszy św. wiele osób katolików Rosjan obrządku unickiego przystępowało do Komunii św. pod dwoma postaciami. Do mszy św. asystowali metropolicie księża unicki-Rosjanie Eustachy Susałow i Mikołaj Tołstoj.

W niedzielę po południu, liczna deputacja Tow. Ukraińskiego w Moskwie odwiedziła metropolitę. Pośród przedstawicieli Ukraińców z których wielu było w strojach narodowych, byli również oficerowie różnych rang.

W poniedziałek dn. 15 b. m. J. E. ks. Metropolita wyjechał do Piotrogradu, skąd pojedzie via Sztokholm do Rzymu, gdzie ma być mianowany kardynałem, poczem powróci do Lwowa.

BRACIA NASI W AMERYCE

« *Dziennik Związkowy* », organ urzędowy Związku Narodowego Polskiego w Stanach Zjednoczonych pierwszą wiadomość o tworzeniu Armii Polskiej we Francji powitał temi słowy:

« Tak brzmi radośnie dla nas ostatni biuletyn z Paryża, który nam donosi olbrzymiej doniosłości wiadomość o tworzeniu armii polskiej we Francji.

« Polska staje w rzędzie aliantów — jako osobna jednostka bojowa, z własną armją, pod własnymi orłami. Kolory polskie poniosą się na pole bitwy wraz z kolorami wielkich republik, jak Francji, Stanów Zjednoczonych, Rosji, dalej Wielkiej Brytanji, bohaterkiej Belgji, nieszczęśliwej Serbji, zwycięskich Włoch, Rumunji itd., itd.

« Za powołaniem do życia armii polskiej musi przyjść uznanie przez aliantów tymczasowego rządu Polski Zjednoczonej, Niepodległej i Wolnej, pod rozkazami którego będzie się ta armja tworzyć. Ponieważ rząd Stanów Zjednoczonych pozwolił rekrutować każdemu z aliantów tutaj do własnej armji, przeto pozwoli on i Polsce rekrutować tu do armji polskiej.

« A zatem Polonia w Ameryce ma już dziś rozwiązane ręce. Sokolstwo będzie mogło wraz odpłynąć do Francji, aby tam stanąć pod sztandarami Orła i Pogoni we własnej armji i spełnić obowiązek wobec Zmarłych wychwytającej Polski.

« Czuj duch! Chwile wielkie idą i nas tam brnąć nie może, bo my tu Polski wolnej rezerwę stanowimy i jako rezerwa armji polskiej we Francji znaleźć się tam niebawem musimy. »

NIEMCY O POLSCE

« *Nowa Reforma* » zebrała się na odwagę dać odrobinę pojęcia o tem, co o Polsce i Polakach przemysłują Niemcy a dokładniej, jak zapatrzą się na austriackie pomysły założenia filji stolca habsburgskiego nad Wisłą. Oto, co pisze « *Nowa Reforma* » o jednym artykule « *Leipziger Neueste Nachrichten* »:

« Autor artykułu, podniósłszy, na wstępie, że polityka austriacka wobec Polski zaczyna się jaśniej zarysowywać, niż polityka Niemiec, powiada w dalszym ciągu, że wobec tego ma głębsze znaczenie fakt, iż dzienniki wychodzące w Austrii, wymieniają arcyks. Karola Stefana, jako regenta, a nawet przyszłego króla Polski.

« Temi wszechpolskimi planami przyszłości — pisze autor artykułu — można także wyjaśnić objaw, który obudził w Niemczech zdziwienie. W ostatnich czasach pracowano w Austrii pilnie nad tem, ażeby nas pouczyć o naszym stanowisku wobec Rosji. Posuwano się tak daleko, że do mowy kanclerza wstawiano to, czego w niej nie było, a mianowicie zręczenie się Kurlandji i Litwy. Kanclerz tego nie powiedział, aczkolwiek nie wyraził swojego zdania o tem, czego nam na wschodzie potrzeba, z drugiej zaś strony zapewnił, że znajduje się w zupełnej zgodzie z Wiedniem.

« To dopuszcza mniemanie, że w Austrii są ludzie o zamiarach rządu niemieckiego lepiej poinformowani, aniżeli w Niemczech, to zmusza nas także, ażebyśmy nie pomijali poprostu głosów, które nam pragną podsunąć hasło: « *Ręce precz* » w odniesieniu do Kurlandji i Litwy. Przyszłe Królestwo Polskie, o ile nie znajdzie podstawy gospodarczej w traktacie z mocarstwami centralnymi, będzie tak samo, jak w epoce Krzyżaków, dążyć do morza. — Związek może odnieść tylko kosztem Rosji lub Niemiec i dlatego ze stanowiska polskich snów przyszłości można zrozumieć, że Polacy pragną, ażeby widownia zwycięskich pochodów Hindenburga nie dostała się Niemcom. — Jeżeli już nie mogą mieć odrazu Kurlandji i Litwy to zrobiliby z nich międzypaństwowy twór, który możnaby zabrać sobie przy sposobności.

« Nie jest zresztą tajemnicą, że Polacy chcą nie tylko morza, ale Polski od morza do morza.

Państwo pomiędzy Bałtykiem a morzem Czarnym jest ich ostatecznym marzeniem. Ponieważ rząd niemiecki nie zabezpieczył na czas podstaw przyszłych stosunków gosp., więc należy podkreślić, że Niemcy przy takim ukształtowaniu się rzeczy na wschodzie byłyby nie tylko od Bałkanu, ale także od Rosji oddzielone terytoriami nie-niemieckimi. Jakże to ma znaczenie pod względem polityki handlowej, nie trzeba podnosić. Jest narodowym obowiązkiem zwrócić uwagę na te plany polskie.

« W programie rozmaitych dążeń polskich w Austrii nie znajdowała się dziesiąta bitwa nad Soczą. Dowodem tego jest rozczarowanie, które wieje z pewnego artykułu « Pester Lloyd ». Cichą przesłanką polityki austriackiej wobec Polski — która to polityka niekoniecznie musi być rozumiana, jako polityka rządu — było raczej, jak się zdaje, przypuszczenie, że wojna dla Austrii jest już jakby ukończona. Może ofensywa Cadorna posłuży do tego, ażeby ulżyć nieco niemieckim « nadaneksjonistom » z niechęci, którą na pewnych miejscach w Wiedniu i Budapeszcie do nich żywiono. Ta ofensywa bowiem obala twierdzenie, jakoby przeszkadzali pokojowi ci, którzy o istotnych interesach Niemiec mają odwagę mówić otwarcie. Gdyby dziesiąta bitwa nad Soczą miała opóźnić wjazd króla Stefana do Warszawy, to trzeba by nad tem ubolewać z jednego powodu: przez to tegi generał niemiecki musiałby jeszcze pozostać na stanowisku, na które właściwie szkoda go w obecnym czasie. »

« Podając treść artykułu dziennika w najmniej dla Austrii drażliwych zwrotach i punktach, przypomnieć winniśmy, że « Leipziger Neueste Nachrichten » uważane są za organ opinii wszechniemieckiej w Rzeszy, i że taksamo, jak cała zresztą prasa w Niemczech podlegająca cenzurze prewencyjnej. »

INSTRUKCJA

Odnosnie zaciągu do Armji Polskiej we Francji

« Dziennik Urzędowy » (Journal Officiel) z dnia 24 czerwca (strona 4845) ogłasza Instrukcję odnośnie przeprowadzania zaciągu ochotników do Armji Polskiej we Francji. Instrukcja ta brzmi, jak następuje:

Paryż, dnia 22 czerwca, 1917 roku.

Polacy i Francuzi pochodzenia polskiego, znajdujący się, w tej chwili, w ich domowych ogniskach, mogą, począwszy od siedemnastego roku życia, zapisywać się do Armji Polskiej we Francji, na czas wojny.

Zapisy przyjmowane są przez Pod-Intendenta wojskowego Misji Wojskowej Francusko-Polskiej, za wyjątkiem kandydatów, wymienionych poniżej w punkcie litera « c ». Zapisy mogą być dokonane bądź w Paryżu, bądź w innych miastach poniżej wymienionych. Akt zaciągnięcia się, świadectwo o zdolności fizycznej jako też upoważnienie do zaciągnięcia się (sporządzone w językach francuskim i polskim) muszą być dokonane według ustanowionych wzorów, do niniejszego dołączonych.

Ochotnik, natychmiast po podpisaniu aktu zaciągnięcia się, otrzymuje odpis tego aktu, sporządzonego w języku francuskim wraz z tłumaczeniem polskim i bezzwłocznie będzie odesłany, przy rozkazie drogowym, do Zakładu Armji Polskiej, w Sillé-le-Guillaume (Sarthe).

Formalności do wypełnienia.

Kandydaci na ochotników przesyłają prośbę do Misji Wojskowej Francusko-Polskiej, 4, rue de Chanaleilles, w Paryżu. Misja postępuje z temi prośbami w sposób następujący:

a) Kandydaci, zamieszkali w Paryżu lub w bliskości Paryża.

Misja wzywa Kandydatów do stawienia się przed nią w oznaczonym dniu z następującymi dokumentami:

1) Metryką lub świadectwem urodzenia albo świadectwem mogącem zastąpić te akty.

2) Świadectwem moralności, wydanem bądź przez Mera bądź przez Komisarza policji.

3) Zezwoleniem opiekuna prawnego, jeżeli kandydat ma mniej niż lat osiemnaście.

UWAGA. Dla Francuzów pochodzenia polskiego to zezwolenie jest obowiązującym aż do dwudziestego roku życia. Dla Polaków, których opiekunowie przebywają zagranicą, zezwolenie takie jest zbędne.

Po sprawdzeniu tożsamości osoby, przejściu rewizji lekarskiej i udzieleniu zezwolenia przez Generała Szefa Misji, kandydaci podpisują akt zaciągu w siedzibie Misji.

b) Kandydaci, zamieszkali we Francji na prowincji.

Misja zawiadamia kandydatów, iż mają stawić się, zaopatrzeni w dokumenty wskazane powyżej w paragrafie « a », tego i tego dnia, o tej i o tej godzinie, w Biurze Rekrutacyjnym takim i takim, gdzie Misja dokona formalności zaciągu. Biura Rekrutacyjne wskazane w tej chwili znajdują się w Boulogne-sur-Mer, w le Mans, w Bordeaux, w Lyonie i w Nicei.

W przeznaczonym dniu, jeden z członków Misji, oraz lekarz i wojskowy Pod-intendent, którzy do Misji są załączeni, udają się do wskazanego Biura rekrutacyjnego, sprawdzają tożsamość osoby kandydata, wydają mu, w danym razie, zezwolenie na zaciągnięcie się, świadectwa zdolności fizycznej i dają mu, na miejscu, do podpisania akt zaciągnięcia się do Armji polskiej.

c) Kandydaci, zamieszkali w Afryce północnej.

Kandydaci przesyłają prośby do reprezentanta Misji Wojskowej Francusko-Polskiej na Afrykę północną (Biuro Rekrutacyjne w Oranie); ten reprezentant, który będzie mianowany w następstwie przez Misję, wzywa kandydata, sprawdza tożsamość jego osoby i wydaje mu, gdy zachodzi potrzeba, upoważnienie do zaciągnięcia się. Kandydaci dopuszczeni do zaciągnięcia, przechodzą wizytę lekarską, pod nadzorem Komendanta Biura i, w danym razie, podpisują natychmiast akt zaciągu przed Pod-intendentem wojskowym w Oranie, który prowadzi specjalny rejestr aktów zaciągu do Armji polskiej. (Rejestr taki będzie dostarczony przez Misję francusko-polską).

d) Kandydaci, zamieszkali zagranicą.

Kandydaci zagranicą winni zwracać się do miejscowego Konsula francuskiego, któremu udzieli im wszystkich niezbędnych informacji.

Oto dosłowny przekład Instrukcji, ogłoszonej w « Dzienniku Urzędowym », instrukcji, uzupełnionej zatwierdzonego schematami, których koję podajemy w dziale francuskim « Polonii ».

Dla łatwiejszej orientacji, pozwałam sobie na następujące objaśnienia.

Zaciąg do Armji polskiej, jak, dokładnie i bez żadnych wątpliwości, poucza Instrukcja jest dobrowolny. Do Armji przyjmowani są wyłącznie « ochotnicy ». Żaden pobór przymusowy do Armji polskiej stosowanym nie będzie.

Wszyscy bez wyjątku Wolontariusze, krom chęci, odpowiednich zdolności fizycznych muszą posiadać i odpowiednie kwalifikacje moralne. Kwalifikacje moralne są warunkiem sine qua non.

W warunku tym uwidoczniła się szlachetna dążność Rządu Francuskiego do wytworzenia dla przysługującego państwa Polskiego takiego związku Armji Polskiej, który by Armję tę dźwignął od razu na najwyższy szczebel wartości. Nie tylko, że Instrukcja zgóry usuwa wszelki cień przymusu służbowego, lecz nakazuje wykluczać kandydatów. Nie dość chcieć, nie dość być zdrowym i silnym, trzeba nadto uzyskać zezwolenie na zaciągnięcie się do szeregu, t. j. zezwolenie słowy, być przyjętym do polskich szeregów.

Jest to zasadnicza różnica, na przykład, w stosunku do Legji, gdzie jedynym sprawdzianem są warunki fizyczne.

Instrukcja ta nadto rozstrzyga sama przez się, następujący postulat:

Ustanawia pośrednio że komisje przyjmujące Wolontariuszów do Armji polskiej, nie będą wydawały nikomu żadnych świadectw uwalniających od służby wojskowej, dlatego, iż Instrukcja przewiduje także brak warunków, nie mających związku z kwalifikacjami fizycznymi. Służba w Wojsku Polskiem, na przykład, dla Francuzów pochodzenia polskiego, całkowicie zastąpi obowiązki wojskowe względem Francji, — lecz nieprzyjęcie do Wojska Polskiego nie wykluczy obojętnie tychże obowiązków względem Francji. Ergo: komisje przyjmujące Wolontariuszów do Armji Polskiej dokumentów, stwierdzających niezdolność, wydawać nie będą mogły.

O dniu rozpoczęcia przyjmowania Wolontariuszów zawiadomiamy stosowne ogłoszenia w czasopiśmie. Kandydaci, którzy się zgłoszą lub już zgłosili otrzymają nadto zawiadomienia imienne.

OPINIE POLSKIE

« Gazeta Polska » zamieszcza szereg artykułów p. t. « Chwila Obecna », artykułów rzucających jasne światło na układ stosunków politycznych w Polsce:—

« Chwilę obecną charakteryzuje w całej Polsce wyraźne bankructwo żywiołów aktywistycznych austro- i germano-filskich oraz wyraźny zwrot w kierunku orientacji koalicyjnej.

« Nie mówimy o zaborze pruskim, który przez cały czas wojny wykazał najwięcej spokoju, równowagi i wytrwałej stanowczości.

« Jest rzeczą jasną, że zwycięstwo koalicji jest dla żywiołu polskiego w zaborze pruskim jedyną i ostatnią może szansą ocalenia od zagłady, która, w razie zwycięstwa Niemiec grozi mu niechybnie.

« Toteż partja « przedpokojowa », przez Niemców wdzięcznym mianem « młodopolskiej » nazwana nie zdobyła sobie wpływów w społeczeństwie polskim, pomimo kurczowych wysiłków jej przywódców.

« W Królestwie, jak o tem świadczy zarówno wiadomości nadchodzące ze Sztokholmu, jak i bezpośrednio z kraju, rozczarowanie ogarnęło nawet te żywioły, które najgoręcej uderzyły w możliwość kompromisu z Niemcami.

« Rada Narodowa wybrała na prezesa Włodzimierza ks. Czetwertyńskiego, człowieka dalekiego od zacieńczenia się w kierunku orientacji centralnej, ustępują natomiast z jej łona głosi « aktywiści » — b. poseł Alfons Parczewski i rektor Józef Brudziński.

« Zjednoczone partje demokratyczne odwołują z Rady Stanu swego przedstawiciela L. Greńdyńskiego, który pozostaje tam nadal już tylko jako jednostka prywatna, nie zaś jako mandatarz pewnego ugrupowania politycznego.

« Pod pretekstem zajęcia się organizacją armji polskiej, o czem faktycznie mowy obecnie niema, opuścili Radę Stanu już dawniej J. Piłsudski i Fr. ks. Radziwiłł.

« Polska Partja Socjalistyczna odwołała również z Rady Stanu swego przedstawiciela Kunowskiego.

« Pozostali członkowie Rady Stanu czują doskonale, że usuwa im się z pod nóg wszelki grunt w społeczeństwie, świadomie tedy dążą do konfliktu z władzami okupacyjnymi, byle wyjść z tej nieznosnej sytuacji, w jakiej Rada Stanu pozostawała dotychczas.

« Rada Stanu wystawia tedy postulaty, zmierzające do faktycznego zrealizowania aktu listopadowego, do oddania nareszcie rządów w « niepodległej » Polsce w ręce społeczeństwa polskiego. Tak się przedstawia sytuacja w szeregach tych, nielicznych prawdziwie mówiąc, grup politycznych, które uważały za możliwe prowadzić politykę kompromisu z władzami okupacyjnymi, opierając się na gruncie aktów listopadowych.

« Polityka « aktywistyczna », polityka czynnego współdziałania z państwami centralnymi nie miała nigdy gruntu w szerszych masach ludowych Królestwa. Ani robotnik polski, którego polityka ekonomiczna rządu pruskiego skazywała na głód i przymusową emigrację, ani chłop polski, instynktownie nieufny wobec Niemców, nie mógł być pozyskany dla hasła czynnego popierania okupantów ziem polskich w imię nienawiści do Rosji. Nienawiść ta, a właściwie nienawiść do systemu rządów biurokratyczno-carskich, mogła dawać grunt aktywistycznym grupom wśród inteligencji polskiej, niezdolnym do objęcia szerszych dziejowych zadań narodu polskiego. Grunt ten jednak usunął się im z pod nóg z chwilą, gdy zniknął carat, gdy przestało zagrażać niebezpieczeństwo powrotu biurokracji rosyjskiej do Królestwa, gdy Tymczasowy Rząd Rosyjski uznał nasze prawo do zjednoczenia i niepodległości, gdy Francja, Anglja i Włochy, wolne nareszcie od względów na rząd carski mogły również stanąć otwarcie na gruncie postulatu zjednoczenia i niepodległości Polski.

« Wszystkie te czynniki sprawiły, że aktywizm budujący przyszłość Polski na jej współ-istnieniu z państwami centralnymi, musiał zbankrutować. Wyraża się to nie tylko we wskazanych powyżej zmianach w łonie ugrupowań partyjnych ale i w takich faktach, jak manifestacje robotnicze w dniu 1-go maja — wrocie w stosunku do Niemców i przyjazne dla wolnościowej Rosji, jak wreszcie — drobny pozornie, ale jakże wymowny fakt publicznego odśpiewania « Roty » Konopnickiej przez legionistów w Łomży.



« Bardzo wyraźny i pouczający jest zwrot, który zarysowuje się w Galicji.

« Przyczyny są tu niewątpliwie te same co i w Królestwie. Rewolucja rosyjska usunęła strach przed inwazją rosyjską, przed przysłowiowym « kozakiem na Wawelu ».

« Natomiast polityka austriacka wskutek osłabienia frontu rosyjskiego coraz mniej liczy się z potrzebami i interesami « ukochanej » ludności polskiej.

« Stąd wzrost niezadowolenia z rządów austriackich w najszerzych warstwach ludności (niedawne drakońskie rekwizycje resztek środków żywności były zdaje się ostatnią kroplą goryczy, przepelniającą czarę) co się musiało odbić i na polityce Koła Polskiego.

« P. Biliński, typowy polityk polski ze szkoły austriackiej, u którego patriotyzm polski identyfikuje się ściśle z interesem austriackim rezygnuje z prezesury Koła Polskiego.

« Nastroj antiaustriacki w społeczeństwie polskim w Galicji jest tak wyraźny że po godność prezesa Koła Polskiego nie ośmielają się sięgnąć ani Leo ani German — obaj skompromitowani swem daleko idącym austrofilstwem.

« Prezesem Koła Polskiego w Wiedniu ma zostać Andrzej ks. Lubomirski, bliższy obozu narodowego, aniżeli osławionego « bloku namiestnikowskiego », który, niestety, nadawał ton polityce polskiej w Galicji do ostatnich czasów.

« Na czoło życia publicznego w Galicji wysuwa się w chwili obecnej St. Głabiński, zle widziany w sferach rządowych wiedeńskich niemal pozbawiony swobody ruchów na początku wojny, któremu tylko akt daleko idącego oportunizmu pozwolił w swoim czasie uniknąć losu d-ra Kramarza.

« Stanisław Głabiński, który już poprzednio podniósł bardzo ostre zarzuty przeciwko Bilińskiemu z powodu wypracowanego przezeń projektu wyodrębnienia Galicji, oddającego na łup germanizacji Śląsk Cieszyński, składa obecnie wniosek, żądający, by Koło Polskie oświadczyło się wręcz za niepodległość zjednoczonej Polski, posiadającej dostęp do morza.

« Wprawdzie Głabiński osadza tę pigułkę dodatkiem, że tron w takiej Polsce miałby należeć do kogoś z rodziny Habsburgów, w każdym jednak razie zrywa on stanowczo z ciasnoty partykularza, w jakiej grzęzła dotychczas polityka galicyjska i wytyka jej jedyny cel, dokoła którego skupić się musi cały naród polski — zjednoczenie i niepodległość.

Ze Głabiński nie jest w społeczeństwie polskim w Galicji odosobniony, tego najlepszym dowodem jest uchwała senatu akademickiego w Krakowie — ciała bynajmniej chyba nieskłonego do awantur politycznych — oświadczająca się za niepodległość i zjednoczeniem Polski, z dostępem do morza.

« Wkrótce ma być zwołane Koło Sejmowe, które zajmie się rozpatrzeniem *catokształtu sprawy polskiej*. Ideal rozszerzonej autonomii Galicji rozwił się jak dym. Jego miejsce w opinii politycznej społeczeństwa polskiego w Galicji zajmuje zwycięsko ideał ogólnonarodowy — zjednoczenie i niepodległość Polski.

« Jesteśmy tedy świadkami szybkiego wyrównywania się frontu politycznego całego narodu polskiego. *Niepodległość zjednoczonej Polski, posiadającej wolny dostęp do morza — oto podstawa, na której skupia się dziś cały naród we wszystkich trzech dzielnicach Polski.* »

ODPOWIEDZI REDAKCJI

Panom A. P. — K. L. i R. S. Śpiewnik Polski z nutami wydanie niebawem; powierzyliśmy jego opracowanie ks. Więckowskiemu, laureatowi Schola Cantorum. Wydawnictwo to niewątpliwie wypełni dotkliwy w tym kierunku brak.

Panu Aleksandrowi B. Dekret Pana Prezydenta Rzeczypospolitej wyraźnie zaznacza, iż Armja Polska podlegać będzie tym samym prawom, co i Armja Francuska, a więc zapomog

żonom żołnierzy polskich będą wypłacone, emerytury i wynagrodzenia będą takie same, jak w Armji Francuskiej, — dla tych, którzy przejdą z Armji Francuskiej do polskich szeregów lata służby i płynące stąd przywileje będą zachowane.

Panu Stanisławowi K. Niezawodnie, jeżeli Pan posiada dokumenty stwierdzające, iż Pan jest oficerem zapasowym saperów, to stopień ten Jego będzie prawdopodobnie uwzględniony.

UCZCIE DZIECI WASZE PO POLSKU!

KRONIKA PARYSKA

« Dzień Polski w Amfiteatrze Sorbony ».

W dniu 5 lipca, we czwartek, o godzinie 4 po południu, odbędzie się, w wielkim Amfiteatrze Sorbony, uroczystość na cześć Polski.

Uroczystość ta, jak i wszystkie dni « Aljantów » odbędzie się kosztem i staraniem Rządu Rzeczypospolitej.

Podczas uroczystości, której przewodniczyć będzie p. Stefan Pichon, senator, były minister spraw zagranicznych, przemawiać będą między innymi pp. Denys Cochon i Georges Leygues oraz przedstawiciel Rządu francuskiego.

« Chorażew Polska ».

Po raz pierwszy, od rozbioru Polski, powiała chorażew Polska na gmachu urzędowym, w Paryżu.

Biało-amarantowy, ukochany znak Polski Zjednoczonej i Niepodległej gra na wietrze, ponad siedzibą Misji Wojskowej Francusko-Polskiej, przy ulicy de Chanaleilles. Siedziba zaś sama, godna tej naszej wojskowej Ambasady, przystrojona swymi obszernymi a rozległymi komnatami godnymi i emblematami narodowymi polskimi.

« Uczczenie Ignacego Paderewskiego ».

Ignacy Paderewski, na uroczystym posiedzeniu Akademii Uniwersytetu w Nowym-Yorku został mianowany Doktorem *honoris causa*.

Wysokie to odznaczenie, a tak zasłużone przez naszego narodowego Mistrza a wielkiego Obywatela, powitanem zostało przez naszych Braci w Ameryce z radością i dumą.

Z temi uczuciami łączymy się najserdeczniej.

« Popołudnie literackie ».

W Niedzielę 1 Lipca r. b. o godz. 4 popołudniu w lokalu 164, boulevard du Montparnasse odbędzie się popołudnie literackie Towarzystwa Artystów Polskich z okazji otwarcia ostatniego przez nowoobranego Zarząd; udział biorą: Pani Zygmuntowa Czernowa, P. P. Dr. Włodzimierz Bugiel i Jan Mieczysławski.

Wstęp wolny.

« Podręczniki do nauki języka polskiego w ruchu ».

Wydany przez zebrany przez nas « Fundusz Wydawniczy » Podręcznik do nauki języka polskiego dla Francuzów, układu p. Izy Zielińskiej, święci tryumf nad tryumfami...

Nauka języka polskiego nigdy równie popularną nie była.

Formująca się autonomiczna Armja Polska rozpalita uczucia przywiązania do pierwszej Ojczyzny pośród potomków. Żołnierzy polskich, pośród wnuków i prawnuków Emigrantów polskich we Francji. Armja Polska będzie miała komendę polską, regulaminy polskie...

Wień, kto zapominał nieco języka pierwszej swej Ojczyzny, ten go dziś goni, ile tohu, kto nigdy nie miał sposobności go się uczyć, ten się uczy dzisiaj, aby tem łatwiej do szeregu się włączyć.

Językiem polskim nadto zajmują się Władze, wstępujące w stałe relacje z Wojskiem naszym narodowym.

Kartki Podręczników szeleszczą. Język nasz traci kwalifikacje nieużytecznej chińszczyzny, codziennie nowe zastępy gorliwych i serdecznych znajduje uczniów...

A pamiętamy, gdyśmy przed rokiem o wydanie Podręcznika zabiegali, — byli tacy, którzy mówili nam « i na co? » — « a po co? »

Szanowna autorka doskonałego Podręcznika może być prawdziwie dumna ze swego dzieła, pędzi ono w świat i mowie naszej przyczynia wyznawców.

VITTEL GRANDE SOURCE

poleca się cierpiącym na:
ARTRETYZM — SKLEROZĘ
REUMATYZM — PODAGRĘ

Książki polskie, nowe i używane,
różnej treści, nabywa Administracja
« Polonii ».

Bronzy do oświetlenia elektrycznego

GAZOWE LAMPY — INSTALACJE

A. BOUILLON

112, Boulevard de Belleville, 112 — PARIS

BIENENFELD JACQUES

KUPEJE: PERLY, — DROGIE KAMIEŃ
— BIŻUTERJE OKAZYJNE —

PARYŻ, 62, rue Lafayette, 62

Téléph: CENTRAL, 90-10

MADRYD, 11 & 12, Puerta del Sol

ANTIQUITÉS ET OBJETS D'ART

I. BAUER

ACHAT — VENTE — ÉCHANGE

37, rue des Martyrs — PARIS

• FUTRA — WYROBY FUTRZANE •
REPARACJE — PRZERÓBK

S. BESTER

• 4, rue Richer, 4 — PARIS •

MARCELI BARASZ

88, RUE DAMRÉMONT,
PARIS

wydawnictwo kart
pocztowych, bromo-
wych — studjów akade-
mickich; próby wysyła
za zaliczeniem.

WIELKIE ZAKŁADY — OGRODNICZE —

(Właściciel: Edm. DENIZOT)

polecają:

WSZELKIE DRZEWIA OWOCOWE,
OZDOBNIE, FORMOWANE, etc.

Cenniki na żądanie darmo i oplatnie

Adres: E. DENIZOT

Grandes Pépinières — MEAUX

(Seine-et-Marne)

FOURRURES & PELLETERIES

E. FISCH

48, rue Grenéta — PARIS

Librairie GARNIER Frères

6, Rue des Saints-Pères, Paris (VII^e)

Słownik Francusko-Polski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawny w płótno miękkie, 32^e 2 fr.

Słownik Polsko-Francuski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawny w płótno miękkie, 32^e 2 fr.

Dwa wymienione słowniki, oprawne w jeden tom, wyczerpane 4 fr. 50 cent.

Wysyła pocztą za dopłatą 10 0/0.
Do nabycia we wszystkich księgarniach i w Administracji « Polonii ».

LE GÉRANT: P. NEVEU

PARIS — IMP. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.